



## 2270000 Commission paritaire pour le secteur audio-visuel

<b>Dispositions relatives au travail de nuit applicables aux travailleurs à temps plein et à temps partiel .....</b>	<b>2</b>
Convention collective de travail du 29 juin 2009 (94.913) .....	2
<b>Dispositions relatives au travail du dimanche et des jours fériés applicables aux travailleurs à temps plein et à temps partiel .....</b>	<b>4</b>
Convention collective de travail du 29 juin 2009 (94.913) .....	4
<b>Temps de déplacement .....</b>	<b>6</b>
Convention collective de travail du 29 juin 2009 (94.913) .....	6
<b>Prime de fin d'année.....</b>	<b>7</b>
Convention collective de travail du 15 décembre 2006 (81554) .....	7



## **Dispositions relatives au travail de nuit applicables aux travailleurs à temps plein et à temps partiel**

### **Convention collective de travail du 29 juin 2009 (94.913)**

Instauration de nouveaux régimes de travail dans les entreprises du secteur audio-visuel et octroi des intervalles de repos visés à l'article 38ter de la loi du 16 mars 1971

#### CHAPITRE II. *Champ d'application*

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui ressortissent à la compétence de la Commission paritaire pour le secteur audio-visuel.

#### CHAPITRE V.

##### *Dispositions relatives au travail de nuit applicables aux travailleurs à temps plein et à temps partiel*

Art. 8. Le travail de nuit est autorisé dans les conditions suivantes :

Pour les entreprises de télévisions, les entreprises des services techniques et les entreprises de productions :

- le travail de nuit entre 1h00 et 6h00 est autorisé uniquement moyennant le paiement d'un sursalaire; pour les travailleurs avec prestations contractuelles de nuit fixes, le sursalaire n'est pas dû si les prestations de nuit sont compensées dans le salaire;
- pour les prestations qui ont commencé avant 0h00 et qui continuent après 1h00, le sursalaire est dû à partir de 0h00;

Pour les entreprises de radio :

- le travail de nuit entre 0h00 et 5h00 est autorisé uniquement moyennant le paiement d'un sursalaire; pour les travailleurs avec prestations contractuelles de nuit fixes, le sursalaire n'est pas dû si les prestations de nuit sont compensées dans le salaire.

Art. 9. § 1er. Le sursalaire s'élève au moins à 50 p.c..

§ 2. A la demande du travailleur, ce sursalaire peut être payé ou converti en récupération, pour autant que ce choix soit fait pour une période d'un an.

Art. 10. Un travailleur peut être occupé au maximum 48 nuits par an, sauf pour les travailleurs avec prestations contractuelles de nuit fixes.

Art. 11. Les dispositions concernant les sursalaires et les heures liées aux prestations de nuit ne s'appliquent pas aux cadres (définition élections sociales ou déterminée par une convention collective de travail d'entreprise).

Art. 12. Un suivi trimestriel de l'usage des prestations de nuit est prévu par le conseil d'entreprise ou, à défaut, par la délégation syndicale ou, à défaut, avec tous les travailleurs.



## CHAPITRE IX. *Modalités pratiques*

Art. 20. Les modalités pratiques et les règles d'application des principes sectoriels prévus aux chapitres IV, V, VI et VII doivent être préalablement fixées :

- par convention collective de travail d'entreprise (s'il y a une délégation syndicale dans l'entreprise)
- ou
- par une adaptation du règlement de travail (s'il n'y a pas de délégation syndicale dans l'entreprise) avec information du président de la commission paritaire et approbation par la commission paritaire.

## CHAPITRE X. *Durée*

Art. 21. La présente convention collective de travail produit ses effets au 1er janvier 2009 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2010.



## **Dispositions relatives au travail du dimanche et des jours fériés applicables aux travailleurs à temps plein et à temps partiel**

### **Convention collective de travail du 29 juin 2009 (94.913)**

Instauration de nouveaux régimes de travail dans les entreprises du secteur audio-visuel et octroi des intervalles de repos visés à l'article 38ter de la loi du 16 mars 1971

#### CHAPITRE II. *Champ d'application*

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui ressortissent à la compétence de la Commission paritaire pour le secteur audio-visuel.

#### CHAPITRE VI.

##### *Dispositions relatives au travail du dimanche et des jours fériés applicables aux travailleurs à temps plein et à temps partiel*

Art. 13. Le travail du dimanche et des jours fériés est autorisé moyennant le paiement d'un sursalaire.

Art. 14. § 1er. Le sursalaire est fixé à au moins 10 p.c.; ce sursalaire n'est pas cumulable avec le sursalaire de nuit.

§ 2. A la demande du travailleur ce sursalaire peut être payé ou converti en récupération pour autant que ce choix soit fait pour une période d'un an.

Art. 15. Un travailleur peut, au maximum, travailler 42 dimanches/jours fériés par an à l'exception des travailleurs avec prestations de dimanche fixes.

Art. 16. Les dispositions concernant les sursalaires et les heures à l'occasion des prestations du dimanche ou des jours fériés ne s'appliquent pas aux cadres (définition élections sociales ou déterminée par une convention collective de travail d'entreprise).

Art. 17. Un suivi trimestriel de l'usage des prestations des dimanches et des jours fériés est prévu par le conseil d'entreprise ou à défaut par la délégation syndicale ou par défaut avec tous les travailleurs.

#### CHAPITRE IX. *Modalités pratiques*

Art. 20. Les modalités pratiques et les règles d'application des principes sectoriels prévus aux chapitres IV, V, VI et VII doivent être préalablement fixées :

- par convention collective de travail d'entreprise (s'il y a une délégation syndicale dans l'entreprise)  
ou
- par une adaptation du règlement de travail (s'il n'y a pas de délégation syndicale dans l'entreprise) avec information du président de la commission paritaire et approbation par la commission paritaire.

#### CHAPITRE X. *Durée*



Art. 21. La présente convention collective de travail produit ses effets au 1er janvier 2009 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2010.



## Temps de déplacement

### **Convention collective de travail du 29 juin 2009 (94.913)**

Instauration de nouveaux régimes de travail dans les entreprises du secteur audio-visuel et octroi des intervalles de repos visés à l'article 38ter de la loi du 16 mars 1971

#### CHAPITRE II. *Champ d'application*

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui ressortissent à la compétence de la Commission paritaire pour le secteur audio-visuel.

#### CHAPITRE VIII. *Temps de déplacement*

Art. 19. Le temps de déplacement du domicile vers le lieu de travail normal n'est pas considéré comme du temps de travail et n'est pas rémunéré.

Le temps de déplacement du domicile vers un lieu de travail autre que le lieu de travail normal qui excède la durée habituelle du temps de déplacement domicile-lieu de travail normal, n'est pas considéré comme du temps de travail mais est rémunéré.

#### CHAPITRE IX. *Modalités pratiques*

Art. 20. Les modalités pratiques et les règles d'application des principes sectoriels prévus aux chapitres IV, V, VI et VII doivent être préalablement fixées :

- par convention collective de travail d'entreprise (s'il y a une délégation syndicale dans l'entreprise)  
ou
- par une adaptation du règlement de travail (s'il n'y a pas de délégation syndicale dans l'entreprise) avec information du président de la commission paritaire et approbation par la commission paritaire.

#### CHAPITRE X. *Durée*

Art. 21. La présente convention collective de travail produit ses effets au 1er janvier 2009 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2010.



## Prime de fin d'année

### **Convention collective de travail du 15 décembre 2006 (81554)**

Prime de fin d'année

Article 1er. Champ d'application.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur audio-visuel.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par "travailleurs" : le personnel employé, tant masculin que féminin, quel que soit le type de contrat de travail.

Art. 2. Octroi et calcul de la prime de fin d'année pour les travailleurs occupés durant une année civile.

§ 1er. Les travailleurs qui, durant une année civile complète, ont été liés sans interruption par un contrat de travail pour employés, ont droit à une prime de fin d'année complète égale au salaire mensuel brut fixe du mois durant lequel la prime est versée.

§ 2. Pour les travailleurs qui durant une année civile complète sont liés sans interruption par plusieurs contrats de travail à durée déterminée impliquant ou non des salaires mensuels bruts différents, le montant de la prime de fin d'année est fixé au salaire mensuel moyen calculé sur la base du salaire brut fixe total des 12 mois de l'année civile considérée.

§ 3. La prime de fin d'année est payable au mois de décembre de l'année civile pour laquelle elle est octroyée.

Art. 3. Octroi et calcul de la prime de fin d'année pour les travailleurs occupés durant une année incomplète.

§ 1er. Les travailleurs qui n'ont pas été liés par un contrat de travail pour employés durant une année civile complète, ont droit à une prime de fin d'année calculée au prorata, de la manière fixée à l'article 2, s'ils ont fourni au moins 130 jours (= 988 heures pour un emploi temps plein et au prorata pour un temps partiel) de prestations effectives ou assimilées, de manière ininterrompue ou non, pour le même employeur.

Pour la fixation du nombre de mois de prorata, 22 jours effectivement prestés ou assimilés (= 167,2 heures pour un emploi temps plein et au prorata pour un temps partiel) sont considérés comme un mois complet.

§ 2. Pour ces travailleurs, le paiement de la prime s'effectue au plus tard le 13 janvier de l'année qui suit l'année civile visée.

Art. 4. Jours assimilés.



Pour l'application de la présente convention collective de travail, les jours d'absence suivants sont assimilés à des jours de prestations effectives :

1. les dispositions légales et conventionnelles en matière de vacances annuelles;
2. les jours fériés légaux;
3. la maladie professionnelle;
4. l'accident de travail;
5. le repos d'accouchement;
6. 60 jours de maladie et accident;
7. le petit chômage;
8. le congé de paternité;
9. le crédit-temps pour cause de soins palliatifs ou soins à un membre de la famille atteint de maladie grave;
10. les jours d'ancienneté;
11. les jours de réduction de temps de travail;
12. le congé éducatif;
13. le congé syndical.

Art. 5. Cessation du contrat de travail.

§ 1er. Les travailleurs dont le contrat de travail prend fin avant le moment de paiement de la prime de fin d'année et ce suite au congé donné par le travailleur lui-même ou de commun accord, n'ont droit à la prime de fin d'année que si, au moment de la cessation du contrat de travail, ils ont une ancienneté de 5 ans dans l'entreprise concernée.

§ 2. La prime de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motifs graves.

Art. 6. Dispense.

La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux entreprises qui prévoient déjà un avantage au moins équivalent à la prime de fin d'année visée dans la présente convention collective de travail,

- soit par le biais d'une autre convention collective de travail conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;
- soit par un accord conclu au sein de l'entreprise;
- soit sur la base d'un usage en vigueur dans l'entreprise.

L'existence de la présente convention collective de travail ne porte donc aucunement préjudice à l'existence et l'application de régimes d'entreprise visés au présent article et prévoyant un avantage au moins équivalent.

Art. 7. Régime transitoire.

Pour les travailleurs occupés dans des entreprises qui ressortissent, avant le 1er janvier 2005, à la Commission paritaire de l'industrie cinématographique, la prime de fin d'année pour l'année 2007 est fixée à 50 p.c. du montant visé aux articles 2 et 3 de la présente convention collective de travail.



Art. 8. Entrée en vigueur et cessation.

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er janvier 2007 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de trois (3) mois, signifié par courrier recommandé au président de la Commission paritaire pour le secteur audio-visuel.